

GÉNÉRALITÉS		Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
STRATÉGIE ET ANALYSE				
G4-1	Rapport annuel d'EDC, Message du président ; Plan de la Société 2015-2019 , voir p. 37-38 (<i>Principes d'EDC</i>), p. IV (<i>Stratégie d'affaires, Notre engagement à l'égard de la RSE</i>), et Rapport sur la RSE 2015 - Message du président et chef de la direction et Message du premier vice-président, Affaires générales .		Non	Déclaration du décideur le plus haut placé de l'organisation
G4-2	<p>Section 1 : EDC est le seul organisme de crédit à l'exportation et l'unique institution financière nord-américaine à siéger au Comité directeur de l'Association des Principes de l'Équateur. Par ailleurs, EDC préside le groupe de spécialistes de l'environnement de l'OCDE. Forte de ces deux nominations, EDC est à même de participer au débat international sur le traitement des risques environnementaux et sociaux en commerce international. À mesure que la réflexion s'enrichira, nous adapterons nos pratiques et nos méthodes aux normes internationales. Les Critères de performance de l'IFC sont au cœur des normes appliquées par EDC, et ils jouent un rôle moteur dans l'avancement des pratiques d'évaluation des risques environnementaux et sociaux des institutions financières et des organismes de crédit à l'exportation.</p> <p>SECTION 2 : Pour EDC, la RSE repose sur cinq piliers : l'éthique commerciale, l'environnement, la transparence, l'engagement du personnel et l'investissement dans la communauté.</p> <p>Plan d'entreprise : <i>Technologies propres</i>, voir p. 31 (<i>Marchés émergents et marchés frontières</i>) pour en savoir plus sur les partenariats établis avec des sociétés africaines dans le but de nous aider à gérer les risques, notamment en matière de RSE; voir le Plan d'entreprise, p. 39 (<i>RSE et PME</i>) et p. 41 (<i>Gestion des risques</i>). La stratégie d'EDC dans le secteur des technologies propres fait naître des partenariats solides avec les entreprises. Rapport sur la RSE 2015; Aider les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger - Technologies propres, voir <i>Notre approche</i> et <i>Résultats de 2015</i>.</p> <p>Site Web d'EDC; voir <i>Comité de vérification du Conseil d'administration</i>.</p> <p>Indicateurs financiers – Rapport annuel 2015 - Performance de la Société par rapport à ses objectifs</p> <p>FS : Le gouvernement du Canada, plus précisément son Vérificateur général, a examiné la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale et les processus connexes d'EDC. La Société travaille à concrétiser les recommandations de son rapport.</p>		Non	Description des incidences, risques et occasions d'importance

Généralités		Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
PROFIL DE L'ORGANISATION				
G4-3	Rapport sur la RSE 2015; voir À propos du présent rapport et la bannière principale.		Non	Nom de l'organisation
G4-4	Rapport sur la RSE 2015; voir Aider les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger, Ce que nous faisons ou le site Web d'EDC, Nos solutions .		Non	Marques, produits et services
G4-5	Site Web d'EDC ; voir Contactez-nous - Nos bureaux au Canada .		Non	Lieu où se trouve le siège social de l'organisation
G4-6	Site Web d'EDC ; voir Nos représentations à l'étranger .		Non	Présence sur le marché local, y compris les incidences importantes en lien avec les produits, les services, les activités et les relations
G4-7	EDC est une société d'État en propriété exclusive du gouvernement du Canada; voir le site Web d'EDC - Gestion et gouvernance .		Non	Structure du capital social
G4-8	Site Web d'EDC ; voir Contactez-nous, Nos bureaux au Canada .		Non	Marchés servis
G4-9	Société d'État en propriété exclusive du gouvernement du Canada, EDC offre des services de financement du commerce extérieur, d'assurances et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs canadiens sur quelque 200 marchés du monde entier. En plus de ses 17 bureaux au Canada, EDC compte 16 représentations à l'étranger où travaillent une quarantaine d'employés. Son siège social est situé à Ottawa (Ontario), au Canada. Effectif total : 1 290 employés. L'information financière de la Société est publiée dans son Rapport sur la RSE Aider les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger; Ce que nous faisons, voir Principales données financières) et sur son site Web (À propos de nous, Gestion et gouvernance).		Non	Taille de l'organisation
G4-10	Effectif total : 1 290 (inclut tous les employés permanents actifs, en congé payé ou en congé sans solde). Nombre d'employés contractuels : 64. Rapport sur la RSE 2015 – Être une entreprise socialement responsable, Notre milieu de travail . L'âge des employés est considéré comme une information confidentielle. Maintien de l'effectif : taux de maintien global de 94,11 %. Les taux de roulement par tranche d'âge, par sexe et par région ne sont pas disponibles. EDC ne présente pas ses chiffres en fonction des ETP. (ETP désigne les « équivalents temps plein », à savoir les employés permanents dont le statut est actif, en congé payé ou en congé sans solde.)		Non	Nombre total de salariés par type de contrat de travail, par sexe et par zone géographique
G4-11	Les employés d'EDC ne sont pas couverts par une convention collective.		Non	Nombre d'employés couverts par une convention collective
G4-12	La chaîne d'approvisionnement d'EDC est simple et caractéristique d'un bureau d'affaires (approvisionnement en services professionnels, fournitures de bureau, équipement, mobilier, etc.).		Non	Description de la chaîne d'approvisionnement (nombre de fournisseurs, volumes et marchés
G4-13	Aucun changement à signaler.		Non	Changements importants dans la taille, la structure, la propriété ou la chaîne d'approvisionnement de l'organisation au cours de la période de référence

Généralités	Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
PROFIL DE L'ORGANISATION (suite)			
G4-14	Rapport annuel d'EDC 2015 ; voir <i>Gouvernance – La gouvernance à EDC – Mandat des comités</i> , voir <i>Le Comité de la gestion des risques</i> .	Non	Explication d'une méthode d'application du principe ou de la démarche de précaution
G4-15	Voir le <i>Code d'éthique commerciale</i> et <i>Code de conduite</i> d'EDC sur son site Web (Voir <i>Plus d'info</i>).	Non	Chartes, principes et autres initiatives en matières économique, environnementale et sociale, développés en externe auxquels l'organisation a signés ou adoptés
G4-16	Site Web d'EDC; voir Liste des accords, des cadres de référence, etc. (sous <i>Adhésions</i>).	Non	Affiliations à des associations professionnelles
G4-17	Tous les états financiers sont rendus publics dans le Rapport annuel d'EDC 2015 – <i>Revue financière 2015</i> , voir États financiers consolidés .	Non	Liste de toutes les entités incluses dans les états financiers consolidés et de celles qui ne sont pas prises en compte dans le rapport
G4-18	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités - À propos du présent rapport – Importance relative</i> .	Non	Processus de définition du contenu et du périmètre des aspects, et manière dont l'organisation a mis en œuvre les principes de déclaration pour définir le contenu du rapport
G4-19	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités - À propos du présent rapport - Importance relative</i> .	Non	Liste de tous les aspects pertinents recensés
G4-20	Nous utilisons le cadre de référence du <i>Global Reporting Index</i> (GRI) pour structurer le contenu et pour donner suite aux commentaires des parties prenantes, qui ont indiqué vouloir plus de renseignements, de transparence et de clarté. Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités - À propos du présent rapport – Portée du rapport</i> .	Non	Périmètre de chacun des aspects pertinents au sein de l'organisation
G4-21	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités - À propos du présent rapport - Importance relative et À l'écoute des parties prenantes</i>	Non	Périmètre de chacun des aspects pertinents en dehors de l'organisation
G4-22	Aucun changement à déclarer.	Non	Motifs et incidences de toute reformulation d'information communiquée dans des rapports antérieurs
G4-23	Aucun changement à déclarer.	Non	Changements importants par rapport aux périodes de déclaration précédentes
MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES			
G4-24	La liste de nos principaux groupes intéressés se trouve à la section <i>Prendre ses responsabilités, À l'écoute des parties prenantes</i> du Rapport sur la RSE 2015.	Non	Liste des parties prenantes avec qui l'organisation a noué un dialogue

Généralités	Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (suite)			
G4-25	<p>Site Web d'EDC et Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – À propos du présent rapport – Importance relative</i>. Rapport annuel 2015; voir <i>Gouvernance – La gouvernance à EDC - Communication avec les parties prenantes</i></p> <p>L'examen de l'importance relative est un exercice annuel interne qui vise à déterminer les principales parties prenantes et ce qui les préoccupe. Nos parties prenantes représentent des organisations ou des personnes reconnues qui influencent les activités d'EDC ou qui sont touchées par celles-ci. En tant que société d'État, notre actionnaire, le gouvernement du Canada, fait partie des principales parties prenantes. Nos clients influencent nos prises de décisions concernant les produits et les services que nous offrons, ainsi que la façon dont nous exerçons nos activités. Par ailleurs, notre Conseil consultatif sur la RSE et le Panel consultatif sur l'industrie sont formés de chefs d'entreprises, d'universitaires et de membres de la société civile aptes à conseiller EDC sur ses stratégies en matière de RSE et à examiner les questions de grande importance pour les exportateurs canadiens (gestion de la main d'œuvre, attraction d'investissement étranger) tout en guidant EDC dans ses pratiques de RSE.</p>	Non	Critères retenus pour la sélection des parties prenantes
G4-26	<p>EDC s'efforce constamment de mobiliser ses parties prenantes. En plus de répondre à leurs demandes de renseignements (Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – À l'écoute des parties prenantes</i>), nous communiquons avec elles tout au long de l'année. Leurs questions et les discussions qui s'ensuivent nous aident à déterminer en quoi nous pouvons nous améliorer. Grâce à nos pratiques de divulgation, nos parties prenantes comprennent mieux la nature de nos activités et les méthodes d'analyse qui nous permettent de déterminer si nous accorderons notre appui ou non à un exportateur ou à un investisseur canadien. Nous fournissons des explications au sujet de nos processus et pratiques liés à l'environnement, aux valeurs sociales et aux droits de la personne dans le but de répondre aux questions des parties prenantes.</p> <p>La liste exhaustive des activités de mobilisation des parties prenantes se trouve dans notre Rapport sur la RSE 2015, à la section <i>Prendre ses responsabilités – À l'écoute des parties prenantes</i>.</p> <p>Dans la préparation de ce rapport, nous avons communiqué avec le gouvernement du Canada ainsi qu'avec les grandes organisations non gouvernementales, qui sont les principaux groupes intéressés d'EDC, et leur précieuse contribution nous a permis de repérer les problèmes majeurs à traiter dans le rapport.</p> <p>Régulièrement, EDC fait appel à deux organisations externes. Composé de neuf personnes réputées qui se rencontrent deux fois par an, le Conseil consultatif d'EDC sur la RSE a été créé pour fournir de la rétroaction et des conseils afin d'aider EDC à utiliser les meilleures pratiques en matière de RSE. Un membre du Conseil d'administration assiste régulièrement aux rencontres à titre de participant.</p> <p>Le Panel consultatif sur l'industrie, dont les membres sont issus des principales associations industrielles du pays, se réunit une fois par an pour discuter des priorités d'intérêt commun, des questions de concurrence et de l'évolution des marchés. Ce panel est un outil qui nous aide à comprendre les préoccupations de nos clients.</p>	Non	Démarche utilisée pour mobiliser les parties prenantes
G4-27	<p>Voir Rapport sur la RSE 2015 – <i>Prendre ses responsabilités – À l'écoute des parties intéressées</i> et Rapport annuel 2015 – <i>La gouvernance à EDC - Communication avec les parties intéressées</i>.</p>	Non	Résultats de la mobilisation

Généralités	Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
PROFIL DU RAPPORT			
G4-28	Rapport annuel; le rapport couvre l'année civile 2015 et est accessible en ligne . Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – À propos du présent rapport – Portée du rapport</i> .	Non	Période de référence du document
G4-29	Rapport annuel; le dernier rapport publié couvrirait l'année civile 2014 et est accessible en ligne .	Non	Dernier rapport publié
G4-30	Chaque année.	Non	Fréquence des rapports
G4-31	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – À propos du présent rapport – Votre rétroaction</i> .	Non	Personne-ressource
G4-32	EDC a choisi l'option de « conformité » suivante : Critères essentiels. Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – À propos du présent rapport</i>	Non	Option de « conformité » choisie et Index du contenu GRI-G4
G4-33	Rapport sur la RSE 2015; voir À propos du présent rapport - Validation .	Non	Politiques et pratiques en matière de vérification externe
GOUVERNANCE			
G4-34	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – Approche de la RSE – Gouvernance en matière de RSE. Site Web d'EDC</i> ; voir Conseil d'administration, <i>Détails des activités du Conseil et Mandats des comités et Comité de la vérification du Conseil d'administration. Rapport annuel 2015 – Gouvernance – La gouvernance à EDC</i> ; voir <i>Gestion des risques d'entreprise, Activités d'audit, Responsabilités et fonctionnement</i> .	Non	Structure de gouvernance, y compris les comités de l'organe de gouvernance supérieure
G4-35	Le Comité de la vérification aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités relatives aux questions financières, à l'éthique commerciale, à l'évaluation environnementale et au Programme de l'agent chargé de la conformité. Rapport annuel 2015 ; <i>Gouvernance – La gouvernance à EDC, Mandat des comités – voir Le Comité de la nomination et de la gouvernance et Le Comité de la gestion des risques</i> .	Non	Processus de délégation de pouvoirs relatifs aux questions économiques, environnementales et sociales
G4-36	EDC est dirigée par un Conseil d'administration composé principalement de représentants du secteur privé. Le Conseil a pour mandat de superviser la direction et la gestion d'EDC de même que l'orientation stratégique décrite dans son Plan d'entreprise. Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement du Canada et relèvent du Parlement par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada. Site Web d'EDC – Gestion et gouvernance ; Rapport annuel 2015 – Gouvernance – La gouvernance à EDC, Mandat des comités – voir Le Comité de la vérification, Le Comité du développement des affaires, Le Comité des ressources humaines, Le Comité de la nomination et de la gouvernance, Le Comité de direction, ainsi que la Responsabilité sociale des entreprises et culture de conduite éthique des affaires, p. 49.	Non	Cadre supérieur ou autre fonction responsable des questions économiques, environnementales et sociales
G4-37	Site Web d'EDC – Gestion et gouvernance ; voir <i>Loi habilitante et Agent chargé de la conformité. Rapport annuel 2015 – Gouvernance – La gouvernance à EDC – Communication avec les parties prenantes</i> .	Non	Processus de consultation entre les parties prenantes et l'organe de gouvernance supérieure sur les questions économiques, environnementales et sociales

Généralités	Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
GOUVERNANCE (suite)			
G4-38	Tous les administrateurs sont indépendants et ne sont pas membres de la haute direction, à l'exception du président et chef de la direction. Site Web d'EDC , voir <i>Plus d'info – Structure de responsabilité de la RSE</i> ; Rapport annuel 2015 – Gouvernance – La gouvernance à EDC , voir <i>Équipe de la haute direction</i> : deux femmes, neuf hommes. Conseil d'administration : dix hommes, deux femmes (voir le site Web d'EDC – Conseil d'administration).	Non	Composition de l'organe de gouvernance supérieure et de ses comités
G4-39	Le président du Conseil d'administration n'est pas membre de la haute direction. Site Web d'EDC ; voir <i>Conseil d'administration</i> .	Non	Précision sur le statut d'administrateur du chef de l'organe de gouvernance supérieure
G4-40	Rapport annuel 2015 ; <i>Gouvernance</i> , voir <i>Responsabilités et fonctionnement</i> , voir <i>Gérance et gouvernance du Conseil</i> , <i>Gestion des risques d'entreprise</i> , <i>Nouvelle stratégie d'entreprise</i> et <i>Mandat des comités</i> . Site Web d'EDC ; voir <i>Conseil d'administration</i> .	Non	Processus de mise en candidature et de sélection pour l'organe de gouvernance supérieure et ses comités
G4-41	Site Web d'EDC ; voir <i>Agent chargé de la conformité</i> . Site Web d'EDC; <i>Plus d'info</i> : Code d'éthique commerciale et Code de conduite d'EDC , voir p. 8 (Conflit d'intérêts et Caractère confidentiel des renseignements), p. 11 (Autorité et application), p. 14 (Conflits d'intérêts).	Non	Processus en place au sein l'organe de gouvernance supérieure pour éviter les conflits d'intérêts
G4-42	Rapport annuel 2015 ; <i>Gouvernance</i> , voir <i>La gouvernance à EDC – Gérance et gouvernance du Conseil</i> .	Non	Rôle de l'organe de gouvernance suprême et des cadres supérieurs dans l'élaboration, l'approbation et l'actualisation de l'énoncé de la mission, des valeurs ou du mandat de l'organisation et de ses stratégies, politiques et objectifs
G4-43	Rapport annuel 2015 ; <i>Gouvernance</i> , voir <i>La gouvernance à EDC – Formation et évaluation des membres du Conseil</i> .	Non	Mesures prises pour développer et enrichir le savoir collectif de l'organe de gouvernance suprême en matière économique, sociale et environnementale

Généralités	Page (ou lien)	External Validation externe	Description des généralités
GOUVERNANCE (suite)			
G4-44	<p>a. L'auditeur d'EDC est le vérificateur général du Canada. Il procède à des examens spéciaux et à des audits annuels des états financiers, et vérifie la mise en œuvre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'EDC.</p> <p>Chaque année, le Groupe de la vérification interne d'EDC effectue des audits selon un plan d'audit axé sur les risques et approuvé par le Comité de la vérification du Conseil d'administration d'EDC. Chaque audit donne lieu à la production d'un rapport incluant une opinion sur les contrôles internes connexes, un résumé des constatations ainsi que des recommandations. Site Web d'EDC; voir <i>Vérifications internes</i>.</p> <p>b. Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités – Approche de RSE; Protéger l'environnement et la population, Examens des risques environnementaux et sociaux</i>. Chaque vérification donne lieu à la production d'un rapport incluant une opinion sur les contrôles internes connexes, un résumé des constatations ainsi que des recommandations. Voir Rapports de vérification interne. À la fin de chaque audit, un rapport est diffusé et affiché sur notre site Web, voir les audits qui incluent notre opinion sur les contrôles internes connexes, un sommaire de chacun des constats et nos recommandations; voir nos Rapports d'audits internes.</p>	Non	Processus d'évaluation de la performance de l'organe de gouvernance suprême
G4-45	<p>a. Le Conseil d'administration d'EDC approuve la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale, la Charte de la vérification interne, la Politique de divulgation, la Politique sur les conventions comptables et le Manuel de la Politique sur la gestion des risques et des capitaux. Site Web d'EDC ; voir Conseil d'administration.</p> <p>b. EDC est dirigée par un Conseil d'administration composé principalement de représentants du secteur privé. Le Conseil a pour mandat de superviser la direction et la gestion d'EDC de même que l'orientation stratégique décrite dans le Plan d'entreprise (voir chap. 2, p. 14). Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement du Canada et relèvent du Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international.</p>	Non	Rôle de l'organe de gouvernance suprême dans le repérage des incidences, risques et occasions de nature économique, sociale et environnementale
G4-46	Le gouvernement du Canada mène un examen législatif tous les dix ans pour s'assurer que le mandat d'EDC et la <i>Loi sur le développement des exportations</i> répondent aux besoins changeants des exportateurs et des investisseurs canadiens.	Non	Rôle de l'organe de gouvernance suprême dans l'évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques économiques, sociaux et environnementaux de l'organisation
G4-47	Le Comité de la vérification est composé d'administrateurs indépendants de la direction d'EDC. Il aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités touchant les questions financières, l'éthique commerciale, l'évaluation environnementale et notre Programme de l'agent chargé de la conformité. Ce Comité tient régulièrement des réunions indépendantes avec les représentants du Bureau du vérificateur général et avec les vérificateurs internes de la Société.	Non	Fréquence des évaluations des incidences, risques et occasions de nature économique, sociale et environnementale par l'organe de gouvernance suprême

Généralités		Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
GOUVERNANCE (suite)				
G4-48	Le Rapport sur la RSE est approuvé par le premier vice-président, Affaires générales.		Non	Comité ou responsable de plus haut niveau qui examine et approuve formellement le rapport de développement durable de l'organisation
G4-49	L'agent chargé de la conformité veille à la transparence et la responsabilisation d'EDC en matière de divulgation. Rapport sur la RSE 2015; Être une entreprise socialement responsable , voir Éthique et transparence		Non	Processus de signalement des motifs de préoccupation majeure à l'organe de gouvernance suprême
G4-50	Aucune plainte en 2015.		Non	Nombre et nature des motifs de préoccupation majeure transmis à l'organe de gouvernance suprême, et mécanismes ayant permis de les traiter et de les résoudre
G4-51	En 2015, le Conseil a suivi l'habituel processus d'évaluation du rendement du président. Les objectifs de rendement du président pour l'année sont établis par le Comité des ressources humaines et sont directement liés aux objectifs du Plan d'entreprise. Le Comité des ressources humaines évalue chaque année le rendement du président à la lumière de ces objectifs, et formule ses recommandations au Conseil, après quoi ce dernier transmet au gouvernement ses recommandations concernant le salaire et la prime de performance du président. Rapport annuel 2015 ; voir <i>Évaluation et relève des cadres supérieurs</i> . Le Conseil supervise également la relève des cadres supérieurs. Le Plan de relève préparé par la direction et approuvé par le Comité des ressources humaines est utilisé pour les nominations au Conseil, y compris pour les deux postes de direction pourvus en 2014. Rapport annuel 2015 ; <i>La gouvernance à EDC</i> : voir <i>Évaluation et relève des cadres supérieurs</i> et <i>Comité des ressources humaines</i> . EDC considère tous les autres renseignements demandés comme confidentiels et, à ce titre, n'est pas disposée à les divulguer.		Non	Politiques de rémunération appliquées à l'organe de gouvernance suprême et aux cadres supérieurs
G4-52	La rémunération est évaluée au regard des normes de notre secteur. Rapport annuel 2015 - Comité des ressources humaines aide le Conseil relativement à la planification stratégique des ressources humaines et approuve le Plan de la relève de la direction, la rémunération des employés et des cadres supérieurs ainsi que les indicateurs et cibles du programme de rémunération au rendement. Il fixe les objectifs et guide le Conseil dans l'évaluation du rendement du président, en plus de surveiller la structure, la stratégie de placement et le rendement des régimes de retraite des employés.		Non	Processus de fixation de la rémunération
G4-53	Le Comité des ressources humaines examine la rémunération des employés et des cadres supérieurs ainsi que les indicateurs et les cibles du programme de rémunération au rendement. Rapport annuel 2015 ; voir <i>Mandat des comités, Comité des ressources humaines</i> . Les employés d'EDC n'étant pas syndiqués, aucun vote n'est tenu sur la rémunération		Non	Prise en compte des avis des parties prenantes dans la fixation de la rémunération
G4-54	Les activités d'EDC sont principalement concentrées à son siège social, à Ottawa (Ontario), au Canada. Rémunération du Conseil d'administration – Rapport annuel 2015 - Gouvernance - La Gouvernance à EDC - Rémunération des administrateurs . Rapport annuel d'EDC; voir <i>Revue financière 2015, Rapport de gestion - Charges administratives, page 58</i> .		Non	Ratio de la rémunération annuelle globale du plus haut salarié de l'organisation dans chacun des principaux pays d'activité par rapport au salaire annuel médian de l'ensemble des employés

Généralités	Page (ou lien)	Validation externe	Description des généralités
GOUVERNANCE (suite)			
G4-55	EDC mène la plupart de ses activités au Canada. La fourchette de rémunération du président et chef de la direction d'EDC est divulguée sur cette page (utiliser la fonction de recherche). Les données requises pour calculer le ratio demandé ne sont pas disponibles.	Non	Ratio de l'augmentation (en pourcentage) de la rémunération annuelle totale du plus haut salarié de l'organisation dans chacun des principaux pays d'activité par rapport à la médiane pour l'ensemble des employés
ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ			
G4-56	Site Web d'EDC ; <i>Code d'éthique commerciale</i> et <i>Code de conduite</i> d'EDC, voir en page 2 la lettre du membre de la haute direction. Rapport annuel 2015, La Gouvernance à EDC ; voir Responsabilité sociale des entreprises et culture de conduite éthique des affaires.	Non	Valeurs, principes, normes et comportements valorisés au sein de l'organisation
G4-57	Mécanismes externes – Site Web d'EDC : Agent chargé de la conformité ; <i>Code d'éthique commerciale</i> d'EDC, voir page 40, Signalement d'infractions et inobservations du code, page 46 (Pistes de résolution); Guide de bonnes pratiques pour les contrôles internes, la déontologie et la conformité de l'OCDE. Mécanismes internes – Les employés doivent adhérer au <i>Code de conduite</i> et se conformer à la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles. Ils peuvent aussi consulter le site web d'EDC - l'agent chargé de la conformité .	Non	Mécanismes internes et externes permettant d'obtenir des avis sur le caractère éthique ou licite des agissements ainsi que sur les questions d'intégrité de l'organisation
G4-58	Mécanismes externes – Site Web d'EDC - Un Comité de la vérification indépendant de la direction d'EDC aide le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités relatives aux questions financières, à l'éthique commerciale, à l'évaluation environnementale et au Programme de l'agent chargé de la conformité. Les employés d'EDC sont tenus de respecter le Code de valeurs et d'éthique du secteur public (voir l'encadré <i>Plus d'info</i>). Mécanismes internes – EDC adhère depuis toujours aux principes de l'éthique et du droit dans la conduite de ses affaires. La Société est soucieuse de continuer à promouvoir un environnement de travail qui valorise les comportements conformes aux lois et à l'éthique, de même qu'une culture de communication ouverte et propice à la résolution immédiate des problèmes. Dans cet esprit, elle a mis en place une Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles pour encourager les employés à dénoncer de bonne foi les actes répréhensibles potentiels sans crainte de représailles.	Non	Procédures permettant de signaler des motifs de préoccupation relatifs à des comportements non respectueux de la loi ou de l'éthique

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ÉCONOMIE				
Aspect pertinent : performance économique				
G4-DMA FS	<p>Nos états financiers consolidés sont publiés dans notre Rapport annuel 2015, sous <i>Revue financière 2015 – États financiers consolidés</i>.</p> <p>Message du premier vice-président, Finances et chef de la direction financière d'EDC, p. 88</p> <p>Rapport sur la RSE 2015; voir Être une entreprise socialement responsable, <i>Collectivité</i>.</p>		Non	Liste de toutes les entités incluses dans les états financiers consolidés et de celles qui ne sont pas prises en compte dans le rapport
G4-EC1 FS	<p>Rapport annuel 2015; voir <i>Titres négociables et instruments dérivés</i>.</p> <p>Rapport sur la RSE 2015, Prendre ses responsabilités voir <i>Faits saillants concernant la RSE en 2015, Collectivité</i>, voir <i>Notre approche et Résultats de 2015</i></p> <p>Vidéo d'EDC et de CARE Canada : Au-delà des exportations</p>	<p>Les coûts réels découlant des activités de facilitation des dons et du bénévolat de nos employés et de la gestion du programme d'investissement dans la collectivité ainsi que les frais d'administration non salariaux ne sont pas disponibles.</p>	Non	Valeur économique directe créée et distribuée
G4-EC2	<p>Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Aider les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger, Soutien des petites et moyennes entreprises, Technologies propres</i>.</p>		Non	Implications économiques et financières liées aux changements climatiques

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ÉCONOMIE (suite)				
Aspect pertinent: présence sur le marché				
G4-DMA	Les employés à l'étranger embauchés directement par EDC représentent seulement 3,6 % de notre effectif total. Ainsi, conformément aux lignes directrices de GRI, cet aspect n'est pas pertinent par rapport aux activités d'EDC. EDC n'a que peu de personnel à l'étranger : 17 représentations où travaillent une quarantaine d'employés (dont 27 recrutés sur place).		Non	
G4-EC5	EDC n'a que peu de personnel à l'étranger : 17 représentations où travaillent une quarantaine d'employés, dont 27 recrutés sur place). Les employés recrutés sur place sont rémunérés selon le cadre salarial du gouvernement du Canada.		Non	Ratios du salaire d'entrée de base par sexe par rapport au salaire minimum local sur les principaux sites opérationnels
G4-EC6	Les représentations à l'étranger sont gérées par les cadres supérieurs de notre siège social d'Ottawa, au Canada.		Non	Proportion des cadres supérieurs embauchés localement aux sites opérationnels
Aspect pertinent: impacts économiques indirects				
G4-DMA	En 2015, EDC a soutenu les petites et moyennes entreprises pour des exportations totalisant 15,5 milliards de dollars. Site Web d'EDC, Services de recherche : Fiche de performance relative aux retombées pour le Canada 2015		Oui, voir le Rapport sur la RSE 2015, Validation.	
G4-EC8	Rapport annuel 2015 ; voir <i>Performance, La responsabilité sociale des entreprises à EDC, Investissement dans la collectivité.</i>		Non	Impacts économiques indirects significatifs, y compris l'importance de ces impacts
Aspect pertinent: pratiques d'achat				
G4-DMA	Voir la Politique sur les achats d'EDC.		Non	
G4-EC9	La plupart des achats d'EDC sont effectués auprès de fournisseurs locaux (canadiens).		Non	

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT				
Aspect pertinent : matières				
G4-DMA	<p>Nous tenons compte des incidences de nos activités sur l'environnement et avons pris des mesures pour réduire notre empreinte opérationnelle, dont nous rendons compte publiquement. Les données portent sur la consommation d'électricité, d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que sur le kilométrage parcouru dans le cadre de nos voyages d'affaires. La Société a converti ces données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO₂) d'après les lignes directrices du Protocole des gaz à effet de serre. Les résultats publiés depuis notre premier rapport, en 2008, révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits. Ces initiatives ont été menées par l'Équipe verte d'EDC, un groupe d'intervention transorganisationnel composé d'employés volontaires qui favorise l'éclosion d'idées nouvelles. Nous avons déjà entrepris un certain nombre d'initiatives environnementales à la lumière des recommandations de ce groupe.</p> <p>Site Web d'EDC; voir <i>Empreinte opérationnelle</i>.</p>	Non		
G4-EN1	Site Web d'EDC ; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> .	Non	Volume total d'eau prélevé, par source	
G4-EN2	Site Web d'EDC ; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> .	Non	Pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées	
Aspect pertinent : énergie				
G4-DMA	<p>EDC n'est assujettie à aucune politique ni réglementation nationale, régionale ou sectorielle en matière d'énergie.</p>	Non		
	<p>Nous tenons compte des incidences de nos activités sur l'environnement et avons pris des mesures pour réduire notre empreinte opérationnelle, dont nous rendons compte publiquement. Les données portent sur la consommation d'électricité, d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que sur le kilométrage parcouru dans le cadre de nos voyages d'affaires. La Société a converti ces données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO₂) en s'appuyant sur les lignes directrices du Protocole des gaz à effet de serre. Les résultats publiés depuis notre premier rapport, en 2008, révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits. Ces initiatives ont été menées par l'Équipe verte d'EDC, un groupe d'intervention transorganisationnel composé d'employés volontaires qui favorise l'éclosion d'idées nouvelles. Nous avons déjà entrepris un certain nombre d'initiatives environnementales à la lumière des recommandations de ce groupe.</p> <p>Site Web d'EDC; voir <i>Empreinte opérationnelle</i>.</p>			

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : énergie (suite)				
G4-EN3	<p>La source principale de l'électricité consommée est le service public Hydro Ottawa. À l'échelle locale, trois grandes sources approvisionnent la région d'Ottawa : R.H. Saunders (centrale hydro-électrique située sur le fleuve St-Laurent, à Cornwall), Lennox (centrale électrique au gaz et au pétrole située sur les rives du lac Ontario, près de Napanee) et Darlington (centrale nucléaire située sur les rives du lac Ontario, près d'Oshawa). De nombreuses autres sources contribuent évidemment à répondre à nos besoins en électricité, y compris plusieurs centrales hydro-électriques situées sur la rivière des Outaouais, les interconnexions avec Hydro-Québec et, bien sûr, les centrales électriques situées plus à l'Ouest (Pickering, etc.). L'alimentation provenant de ces sources varie d'heure en heure et de jour en jour et, en cas de panne ou d'entretien de l'équipement, une source peut être appelée à en remplacer une autre.</p> <p>En 2015, la consommation totale d'électricité s'est élevée à 8 871 991 kWh, soit 3,19 GJ.</p> <p>Site Web d'EDC; voir <i>Empreinte opérationnelle</i>. Composante de l'empreinte fondée sur l'électricité achetée, selon les critères du GHG Protocol du World Resources Institute, version 4.7 (révisé en mai 2015).</p>	Non	Volume total d'eau prélevé, par source	
G4-EN6	<p>La consommation d'électricité a baissé de 9 260 346 kWh en 2014 à 8 871 991 kWh en 2015, une baisse de 388 355 kWh (1.4 J).</p> <p>La consommation de gaz naturel a baissé de 15 966 m³ depuis 2014, grâce aux efforts du propriétaire de l'immeuble pour mieux contrôler l'utilisation des systèmes de chauffage et de climatisation dans tout le bâtiment.</p> <p>Rapport sur la RSE; voir Empreinte opérationnelle.</p>	Non	Réduction de la consommation énergétique	
Aspect pertinent : eau				
G4-DMA	<p>Consommation d'eau, par source (l'alimentation en eau est fournie par la municipalité d'Ottawa).</p>	Non		
G4-EN8	<p>La consommation d'eau globale a augmenté du fait de la croissance de l'effectif, mais la consommation par employé, elle, a diminué (de 15 608 à 15 205 litres).</p>	Non	Volume total d'eau prélevé, par source	
G4-EN10	<p>Le recyclage de l'eau est assuré par la municipalité d'Ottawa.</p>	Non	Réduction de la consommation énergétique	

Éléments spécifiques d'information	Page (or lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent: Biodiversité				
G4-DMA FS11	Pour les projets appuyés par EDC, les incidences sur la biodiversité sont évaluées en fonction du Critère de performance n° 6 de l'IFC. Rapport sur la RSE d'EDC, voir Protéger l'environnement et la population, Examens des risques environnementaux et sociaux . Ce critère englobe l'examen général des risques environnementaux et sociaux pour tous les aspects environnementaux et sociaux.		Non	
G4-EN11	Aucun site opérationnel d'EDC ne répond à ces critères.		Non	Sites opérationnels détenus, loués ou gérés dans des aires protégées en zones riches en biodiversité
G4-EN13	Pour les projets susceptibles de recevoir l'appui d'EDC, l'atténuation des impacts environnementaux (déchets solides, consommation d'eau, émissions dans l'atmosphère, effluents, pollution sonore) fait partie intégrante du processus d'examen. Voir le site Web d'EDC – Sommaire de l'examen du projet, Gahcho Kue , le Sommaire de l'examen du projet d'Oyu Tolqoi .		Non	Habitats protégés ou restaurés
Aspect pertinent : émissions				
G4-DMA	Nous tenons compte des incidences de nos activités sur l'environnement et avons pris des mesures pour réduire notre empreinte opérationnelle, dont nous rendons compte publiquement. Les données portent sur la consommation d'électricité, d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que sur le kilométrage parcouru dans le cadre de nos voyages d'affaires. La Société a converti ces données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO2) d'après les lignes directrices du Protocole des gaz à effet de serre. Les résultats publiés depuis notre premier rapport, en 2008, révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits.		Non	
G4-EN15 FS	Site Web d'EDC ; L'empreinte opérationnelle comprend les voyages d'affaires (avion et véhicule) ainsi que les émissions occasionnées par le programme d'indemnité de voiture à EDC.	Nous ne fournissons pas d'estimation concernant l'utilisation des services de messagerie. Notre rapport ne vise pas le périmètre 3.	Non	Émissions directes de gaz à effet de serre (GES) (périmètre 1)

Éléments spécifiques d'information	Page (or lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : émissions (suite)				
G4-EN16 FS	Site Web d'EDC ; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> .	Nous ne fournissons pas d'estimation concernant notre portefeuille de financement, mais nous avons commencé à recueillir des données liées aux gaz à effet de serre en 2016.	Non	Émissions indirectes de GES (périmètre 2) liées à l'énergie
G4-EN17 FS	FS : Site Web d'EDC ; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> . Les émissions de GES liées aux voyages d'affaires (avion et véhicule) sont comptabilisées.	L'utilisation du parc de véhicules de la Société et des services de messagerie n'est pas prise en compte dans notre calcul. Nous ne fournissons pas d'estimation concernant l'utilisation des services de messagerie. Nous n'avons pas de parc de véhicules.	Non	Autres émissions indirectes de GES (périmètre 3)
G4-EN19 FS	Site Web d'EDC ; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> .		Non	Réduction des émissions de GES

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : effluents et déchets				
G4-DMA	Rapport sur la RSE 2015; <i>Être une entreprise socialement responsable</i> , Empreinte opérationnelle . En 2015, nous avons mené une vérification de la gestion des déchets pour mieux comprendre nos flux de déchets. Les résultats (déchets produits au siège social et consommation de papier) sont consignés dans la section Empreinte opérationnelle . Pour les projets appuyés par EDC, les émissions, effluents et déchets font l'objet d'une évaluation fondée sur les Critères de performance n ^{os} 1 et 3 de l'IFC.		Non	
G4-EN22	Site Web d'EDC ; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> .		Non	Volume total d'eau rejeté, par qualité et par destination
G4-EN23 FS	Site Web d'EDC; voir <i>Empreinte opérationnelle</i> . Les déchets produits par le siège social sont consignés, tout comme la quantité de papier de sources mixtes et de papier ordinaire recyclé. Rebutis technologiques : tout le matériel pouvant être remis à neuf ou réparé est donné dans le cadre d'un programme scolaire		Non	Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement
G4-EN26	Les répercussions des effluents et des déchets liés aux transactions soutenues par EDC sont gérées de façon indépendante pour chaque projet. Si des habitats ou des plans d'eau sont fortement touchés, on demandera au client de mettre en place un plan de gestion conformément au processus en matière d'évaluation environnementale et sociale. Voir le Sommaire de l'examen du projet d'Oyu Tolgoi pour avoir un exemple de la façon dont les répercussions sur le désert de Gobi sont gérées grâce au développement d'une stratégie de biodiversité. Pour les projets susceptibles de recevoir l'appui d'EDC, l'atténuation des impacts environnementaux (déchets solides, consommation d'eau, émissions dans l'atmosphère, effluents, pollution sonore) fait partie intégrante du processus d'examen.		Non	Identification, taille, statut de protection et valeur de biodiversité des plans d'eau et des écosystèmes fortement touchés par le rejet et le ruissellement des eaux de l'organisation
Aspect pertinent : produits et services				
G4-DMA FS11	Chaque jour, nous aidons des entreprises actives sur des marchés et dans des secteurs qui comportent des risques environnementaux et sociaux. C'est pourquoi nous estimons qu'il est primordial d'avoir des procédures solides pour aider nos clients non seulement à reconnaître ces risques, mais aussi à trouver des moyens de les éviter dans la mesure du possible, puis à réduire leur incidence sur l'environnement et les communautés locales.		Non	
G4-EN27	Pour les projets susceptibles de recevoir l'appui d'EDC, l'atténuation des impacts environnementaux (déchets solides, consommation d'eau, émissions dans l'atmosphère, effluents, pollution sonore) fait partie intégrante du processus d'examen. Des mesures sont envisagées pour atténuer les répercussions environnementales et sociales. Dans le cas des projets de catégorie A, ces mesures sont rendues publiques par l'intermédiaire des Sommaires de l'examen de projet; voir, par exemple, le Sommaire d'examen du projet d'Oyu Tolgoi et le Sommaire d'examen du projet d'expansion de l'unité de production de Cerro Verde .		Non	Portée des mesures d'atténuation des impacts environnementaux des produits et services

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : conformité				
G4-DMA	Site Web d'EDC; voir Agent chargé de la conformité Rapport sur la RSE 2015; voir Être une entreprise socialement responsable, Éthique et transparence		Non	
G4-EN29	Aucune amende ni sanction.		Non	Montant des amendes substantielles et nombre total de sanctions non pécuniaires pour non-respect de la législation et de la réglementation en matière d'environnement
Aspect pertinent : transport				
G4-DMA	<p>Dans le cadre du projet de modernisation de nos systèmes patrimoniaux, nous faisons évoluer nos programmes de formation vers un modèle « partout, en tout temps et à n'importe quel rythme ». En 2012, la Société a atteint son objectif en offrant 75 % de ses formations en ligne, les rendant ainsi plus accessibles aux employés et mettant un terme au temps perdu et aux frais engagés pour se rendre au siège social.</p> <p>Soucieux de réduire le nombre de déplacements, nous encourageons l'utilisation de moyens technologiques, comme la vidéoconférence, pour relier nos bureaux régionaux au siège social et nos employés à leurs clients.</p> <p>Site Web d'EDC; voir <i>Empreinte opérationnelle</i>.</p>		Non	
G4-EN30	EDC étant une société à dimension internationale qui intervient sur un marché mondial, les déplacements d'affaires sont indissociables de la conduite de ses activités. Ces dernières années, nous avons considérablement réduit les déplacements par véhicule, qui sont passés de 534 603 km parcourus en 2011 à 154 000 km en 2015. Au total, le kilométrage est passé de 16 215 000 en 2014 à 15 312 000 en 2015. Ce résultat est attribuable à nos efforts visant à encourager l'utilisation de moyens technologiques, comme la vidéoconférence, pour relier les bureaux régionaux au siège social et nos employés à leurs clients.		Non	Impacts environnementaux notables du transport des produits, marchandises et matières utilisés par l'organisation dans le cadre de ses activités et des déplacements de son personnel

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : questions générales				
G4-DMA	<p>Nous tenons compte des incidences de nos activités sur l'environnement et avons pris des mesures pour réduire notre empreinte opérationnelle, dont nous rendons compte publiquement. Les données portent sur la consommation d'électricité, d'eau, de gaz naturel et de papier ainsi que sur le kilométrage parcouru dans le cadre de nos voyages d'affaires. La Société a converti ces données en émissions équivalentes de gaz à effet de serre (CO₂) d'après les lignes directrices du Protocole des gaz à effet de serre. Les résultats publiés depuis notre premier rapport, en 2008, révèlent que les initiatives visant la réduction, la réutilisation et le recyclage des ressources ont porté leurs fruits. Ces initiatives ont été menées par l'Équipe verte d'EDC, un groupe d'intervention transorganisationnel composé d'employés volontaires qui favorise l'éclosion d'idées nouvelles. Nous avons déjà entrepris un certain nombre d'initiatives environnementales à la lumière des recommandations de ce groupe, voir <i>Être une entreprise socialement responsable</i> Empreinte opérationnelle. Site Web d'EDC; voir Empreinte opérationnelle. Pour les projets appuyés par EDC, l'impact sur l'environnement et les personnes est examiné selon les critères de performance de l'IFC. Rapport sur la RSE d'EDC; voir <i>Protection de l'environnement et de la population – Examens des risques environnementaux et sociaux</i>.</p>	Non		

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : questions générales (suite)				
G4-EN31	Omission – Total des dépenses et des investissements en matière de protection de l'environnement, par type	<p>Sans objet – En tant qu'institution financière, EDC ne fait pas le suivi de ses dépenses en matière de protection de l'environnement. Raison : Notre approche de la protection de l'environnement consiste à : a) examiner l'incidence environnementale des entreprises que nous finançons et assurons; b) gérer notre propre empreinte opérationnelle. Les dépenses liées à ces activités ne font pas l'objet d'un suivi, car elles : a) ne constituent pas un centre de coût distinct; b) ne représentent pas des sommes importantes par rapport à l'ensemble des activités de l'organisation.</p>	Non	Total des dépenses et des investissements en matière de protection de l'environnement, par type

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : ENVIRONNEMENT (suite)				
Aspect pertinent : évaluation environnementale des fournisseurs				
G4-DMA	Site Web d'EDC; voir Politique sur les achats		Non	
G4-EN32		Le % de nouveaux fournisseurs évalués est soumis à des impératifs de confidentialité. Nous ne divulguons pas d'information à propos de nos fournisseurs.	Non	Pourcentage de nouveaux fournisseurs évalués selon des critères environnementaux
G4-DMA	<p>Les plaintes concernant le non-respect de nos pratiques environnementales sont gérées par notre agent chargé de la conformité. Nous avons créé le poste d'agent chargé de la conformité afin d'accroître notre transparence et notre responsabilisation en ce qui concerne la divulgation de l'information au public, le signalement interne des actes répréhensibles, nos évaluations environnementales ainsi que nos pratiques au chapitre des droits de la personne et de l'éthique commerciale. À titre d'intermédiaire indépendant, l'agent reçoit et examine les plaintes des parties prenantes et répond aux demandes concernant les politiques et initiatives d'EDC dans le domaine de la RSE.</p> <p>Les projets de catégorie A qu'EDC envisage de soutenir sont détaillés sur notre site Web pendant 30 jours à la page des Projets à l'étude. Pour en savoir plus, les parties prenantes sont invitées à communiquer avec le parrain du projet.</p>		Non	
G4-EN34	Aucun grief n'a été déposé en 2015.		Non	Nombre de griefs relatifs aux impacts environnementaux ayant été déposés, examinés et réglés via des mécanismes de règlement officiels

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : SOCIAL				
SOUS-CATÉGORIE : PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL DÉCENT				
Aspect pertinent : emploi				
G4-DMA	Les fournisseurs d'EDC sont majoritairement canadiens. La Société engage des consultants externes qui peuvent travailler à domicile. Nous n'avons pas connaissance de personnes travaillant pour ces fournisseurs sans protection sociale et professionnelle, conformément aux lois du travail nationales ou internationales.		Non	
G4-LA1	L'âge des employés est considéré comme une information confidentielle. Le taux de maintien global a été de 94,11 % en 2015; les taux de roulement désagrégés par tranche d'âge, par sexe et par région ne sont pas disponibles.		Non	Nombre et taux de nouveaux employés et taux de roulement par tranche d'âge, par sexe et par région
Aspect pertinent : relations employeur-employés				
G4-DMA FS	EDC est déterminée à promouvoir la santé, y compris la santé mentale, et la sécurité en milieu de travail. Ce volet est encadré conjointement par le service des Ressources humaines et un ensemble de Comités de santé et de sécurité au travail établis dans les divers bureaux d'EDC. EDC offre un Programme d'aide aux employés permettant à chacun d'obtenir du soutien en cas de problèmes liés à la santé ou au bien-être, à la carrière ou au milieu de travail, à la sécurité financière et aux épreuves importantes. Les employés doivent adhérer au Code de conduite et se conformer à la Politique sur la divulgation d'actes répréhensibles. Ils peuvent aussi se confier à l'agent chargé de la conformité. Le chef de la conformité et de l'éthique à EDC agit à titre de personne-ressource auprès des membres du public qui auraient des raisons de croire qu'un employé d'EDC ne respecte pas le Code du secteur public.		Non	
G4-LA5	EDC a formé deux comités de santé et de sécurité à son siège social ainsi que des comités parallèles dans chacun de ses bureaux au Canada. Le Comité de santé et de sécurité et le Comité de santé et de sécurité au travail sont composés de 25 employés et de 4 membres des Ressources humaines, ce qui représente 2 % de l'effectif.		Non	Pourcentage de l'effectif total représenté dans des comités mixtes de santé et sécurité au travail
G4-LA7	Aucun salarié n'est exposé directement et fréquemment à des maladies du fait de ses activités professionnelles.		Non	Salariés exposés directement et fréquemment à des maladies liées à leur activité

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information								
Catégorie : SOCIAL												
SOUS-CATÉGORIE : PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL DÉCENT (suite)												
Aspect pertinent : formation et éducation												
G4-DMA	<p>La formation du personnel est dispensée selon un modèle d'apprentissage diversifié qui comprend une utilisation accrue de modules en ligne, une formation intégrée et non structurée, etc. Il n'est donc plus possible de recenser le nombre de jours de formation par employé.</p> <p>Si nous pouvons offrir des solutions avantageuses aux exportateurs et aux investisseurs canadiens de toutes tailles, c'est d'abord grâce aux connaissances et au savoir-faire de nos employés. Ainsi, la Société se doit d'offrir un milieu de travail attrayant et stimulant à un effectif talentueux et engagé pour demeurer reconnue comme un centre d'expertise en commerce international et en investissements à l'étranger et comme l'un des meilleurs employeurs du Canada. L'engagement d'EDC à cultiver et à valoriser une équipe de direction solide s'est avéré essentiel à l'aménagement d'un milieu de travail positif et productif.</p>		Non									
G4-LA9	<p>L'engagement d'EDC à cultiver et à valoriser une équipe de direction solide s'est avéré essentiel à l'aménagement d'un milieu de travail positif et productif. Dans le cadre du projet de modernisation de nos systèmes patrimoniaux, nous faisons évoluer nos programmes de formation vers un modèle « partout, en tout temps et à n'importe quel rythme ». La formation du personnel est dispensée selon un modèle d'apprentissage diversifié qui comprend une utilisation accrue de modules en ligne, une formation intégrée et non structurée, etc. Il n'est donc plus possible de recenser le nombre de jours de formation par employé.</p>		Non	Nombre annuel moyen d'heures de formation par employé, par sexe et par catégorie professionnelle								
Aspect pertinent : diversité et égalité des chances												
G4-DMA	<p>Rapport sur la RSE 2015; voir Être une entreprise socialement responsable, Notre lieu de travail. Site Web d'EDC; voir Une culture diversifiée.</p>		Non									
G4-LA12	<p>Notre Conseil d'administration est composé de douze hommes et de deux femmes, et notre Équipe de la haute direction de huit hommes et de deux femmes. Voir le Rapport annuel 2015 et le site Web d'EDC – Gestion et gouvernance. La proportion de femmes aux postes de direction a augmenté de 39 à 44 % entre 2014 et 2015.</p> <p>Employés :</p> <table border="0" data-bbox="247 1279 768 1399"> <tr> <td>Autochtones</td> <td>1,32 %</td> </tr> <tr> <td>Femmes</td> <td>50,85 %</td> </tr> <tr> <td>Personnes handicapées</td> <td>3,64 %</td> </tr> <tr> <td>Membres de minorités visibles</td> <td>14,50 %</td> </tr> </table>	Autochtones	1,32 %	Femmes	50,85 %	Personnes handicapées	3,64 %	Membres de minorités visibles	14,50 %		Non	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par sexe, tranche d'âge, appartenance à une minorité et autres indicateurs de diversité
Autochtones	1,32 %											
Femmes	50,85 %											
Personnes handicapées	3,64 %											
Membres de minorités visibles	14,50 %											

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Catégorie : SOCIAL				
SOUS-CATÉGORIE : PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL DÉCENT (suite)				
Aspect pertinent : égalité de rémunération entre les femmes et les hommes				
G4-DMA	EDC offre une rémunération concurrentielle et des régimes complets d'avantages sociaux à ses employés et à leur famille, sans égard à leur sexe, leur race, leur religion ou leur orientation sexuelle; voir site Web d'EDC – Travailler à EDC . La proportion de femmes aux postes de direction a augmenté de 39 à 44 %, et celle de femmes aux postes de direction des services opérationnels, de 28 à 34 % entre 2014 et 2015. Rapport 2015 sur la RSE; voir <i>Être une entreprise socialement responsable</i> , Notre lieu de travail . La philosophie d'EDC sur la diversité en milieu de travail est décrite ici . Les données sur la segmentation du personnel d'EDC sont présentées dans notre Rapport sur la RSE 2015.		Non	
G4-LA13	EDC offre une rémunération concurrentielle et des régimes complets d'avantages sociaux à ses employés et à leur famille, sans égard à leur sexe (voir Travailler à EDC).		Non	Ratio du salaire de base et de la rémunération des femmes par rapport aux hommes, par catégorie professionnelle et par lieu de travail principal
Aspect pertinent : évaluation des pratiques en matière d'emploi chez les fournisseurs				
G4-DMA	Les fournisseurs directs d'EDC sont tenus de respecter les lois du travail. Pour les projets appuyés par EDC, les fournisseurs sont évalués à la lumière du Critère de performance no 3 de l'IFC.		Non	
G4-LA14	Même si les nouveaux fournisseurs n'ont pas été évalués, ils sont tenus de respecter les lois du travail. Notre Politique sur les achats prévoit que tous les biens et services dont EDC a besoin soient achetés de manière professionnelle, efficiente, efficace et économique, et dans le respect des lois et accords applicables.		Non	Pourcentage de nouveaux fournisseurs évalués selon des critères fondés sur les pratiques de travail
Aspect pertinent : mécanismes de règlement des griefs relatifs aux pratiques en matière d'emploi				
G4-DMA	Le personnel de sécurité employé directement par EDC s'engage à respecter le Code d'éthique commerciale et le Code de conduite de la Société, notamment leurs dispositions relatives au respect des droits de la personne et de la dignité humaine.		Non	
G4-LA16	Aucun grief relatif aux pratiques de travail n'a été déposé en 2015. Pour les projets financés par EDC, le redressement des griefs est régi par les critères de performance de l'IFC. L'agent chargé de la conformité d'EDC offre une voie pour le règlement, voir également <i>Lignes directrices pour soumettre une plainte</i> (à la même page).		Non	Nombre de griefs relatifs aux pratiques de travail ayant été déposés, examinés et réglés via des mécanismes de règlement officiels
Éléments	Page (ou lien)	Omissions	Validation	Description des éléments spécifiques

Sous-catégorie : DROITS DE L'HOMME

Aspect pertinent : investissement

G4-DMA	<p>Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Protéger l'environnement et la population</i>, - Droits de la personne et Examens des risques environnementaux et sociaux.</p> <p>La liste des projets examinés et conclus en vertu de la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC et des Principes de l'Équateur en 2013 est disponible sur notre site Web.</p>	Non	
G4-HR1 FS11	<p>La liste des projets examinés et conclus en vertu de la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC et des Principes de l'Équateur en 2015 est disponible sur notre site Web.</p> <p>Toutes les transactions examinées conformément à la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC ont fait l'objet d'une évaluation des risques liés aux droits de la personne.</p> <p>Nous accordons une grande valeur aux droits de la personne reconnus par la communauté internationale et favorisons leur protection, conformément aux politiques du gouvernement du Canada. Nos mécanismes de filtrage en matière de RSE, la signature de documents sur le contrôle préalable et la surveillance continue des projets contribuent à garantir que les compagnies canadiennes mènent leurs activités à l'étranger selon des normes universellement acceptables. Voir la Déclaration d'EDC sur les droits de la personne.</p> <p>EDC surveille chaque client pendant toute la durée de son appui afin de s'assurer du respect des conditions de la convention de prêt. Site Web d'EDC; voir la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et le Processus d'examen d'un projet par EDC.</p>	Non	<p>Pourcentage et nombre total d'accords et de contrats d'investissement importants qui comportent des clauses sur les droits de la personne ou ont fait l'objet d'un contrôle en la matière</p>
G4-HR2	<p>De la formation sur les droits de la personne est dispensée aux équipes sectorielles tout au long de l'année dans le cadre du cursus général en RSE. Dans le cadre du projet de modernisation des systèmes patrimoniaux, nous entendons donner à la formation le format « en tout temps, en tout lieu, à tout rythme », ce qui la rend plus accessible aux employés et réduisant le temps et les coûts de déplacement des employés qui autrement auraient été obligés de se rendre au siège social. Le nombre total d'heures de formation des employés n'est donc pas disponible.</p>	Non	<p>Nombre total d'heures de formation dispensées aux employés sur les politiques et procédures relatives aux droits de la personne pertinentes pour leurs activités, et proportion d'employés formés</p>

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : DROITS DE L'HOMME (suite)				
Aspect pertinent : non-discrimination				
G4-DMA	La diversité et l'inclusion font d'EDC un endroit enrichissant où travailler et une société avec laquelle les gens souhaitent faire affaire; voir le site Web d'EDC		Non	
G4-HR3	Aucun cas de discrimination n'a été signalé, ni cette année, ni les années précédentes.		Non	
Aspect pertinent : travail des enfants				
G4-DMA	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Protéger l'environnement et la population</i> , Examens des risques environnementaux et sociaux , <i>Examen des transactions non liées à des projets</i> et <i>Examens des projets</i> . Nous avons une liste des pays à risque élevé en matière de violations des droits de la personne, notamment en ce qui concerne le recours au travail des enfants. Nous effectuons un contrôle des transactions facilitées pour déceler toute atteinte potentielle aux droits de la personne, notamment le recours au travail des enfants.		Non	
G4-HR5	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Protéger l'environnement et la population</i> , Examens des risques environnementaux et sociaux , <i>Examen des transactions non liées à des projets</i> , <i>Examens des projets</i> et Droits de la personne , <i>Notre approche</i> . Nous effectuons un contrôle des transactions facilitées pour déceler toute atteinte potentielle aux droits de la personne, notamment le recours au travail des enfants. Pour les projets appuyés par EDC, les principes et les incidences en matière de pratiques de travail sont évalués au regard des Critères de performance n ^{os} 1 et 4 de l'IFC, qui portent sur le travail des enfants.		Non	Activités et fournisseurs présentant un risque important d'incidents liés au travail des enfants, et mesures prises pour favoriser l'abolition effective de cette pratique
Aspect pertinent : travail forcé ou obligatoire				
G4-DMA			Non	
G4-HR6	Nous effectuons un contrôle des activités facilitées pour déceler toute atteinte potentielle aux droits de la personne, notamment le recours au travail forcé ou obligatoire. Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Protéger l'environnement et la population</i> , Droits de la personne . Pour les projets appuyés par EDC, les principes et les incidences en matière de pratiques		Non	Activités et fournisseurs présentant un risque important d'incidents liés au travail forcé ou obligatoire, et mesures prises pour contribuer à l'élimination de cette pratique sous toutes ses formes

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : DROITS DE L'HOMME (suite)				
Aspect pertinent : pratiques en matière de sécurité				
G4-DMA	Pour les projets appuyés par EDC, les enjeux relatifs aux pratiques de sécurité sont examinés au regard des Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale (Critère de performance n° 4).		Non	
G4-HR7	L'intégralité du personnel de sécurité employé par EDC s'engage à respecter le Code d'éthique commerciale et le Code de conduite de la Société, notamment leurs dispositions relatives au respect des droits de la personne et de la dignité humaine.		Non	Proportion des agents de sécurité ayant bénéficié d'une formation sur les politiques et pratiques de l'organisation en matière de droits de la personne qui s'appliquent à leurs activités
Aspect pertinent : droits des peuples autochtones				
G4-DMA	Pour les projets appuyés par EDC, les enjeux relatifs aux droits des autochtones sont examinés au regard des Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale (Critère de performance no 7).		Non	
G4-HR8	Aucun cas de violation des droits des peuples autochtones en lien avec les activités d'EDC n'a été signalé.		Non	Nombre total de cas de violation des droits des peuples autochtones et mesures prises à cet égard
Aspect pertinent : évaluation				
G4-DMA	L'analyse des risques relatifs aux droits de la personne s'inscrit dans le cadre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale et se base sur les Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale. Conformément à la Déclaration d'EDC sur les droits de la personne , nous effectuons un contrôle des activités facilitées pour vérifier si elles portent atteinte à ces droits.		Non	
G4-HR9	La totalité (100 %) des transactions examinées conformément à la Directive en matière d'évaluation environnementale d'EDC ont fait l'objet d'une évaluation des risques liés aux droits de la personne.		Non	Nombre total et proportion d'activités qui ont fait l'objet d'examen axés sur les droits de la personne ou d'analyses des répercussions
Aspect pertinent : évaluation du respect des droits de l'homme chez les fournisseurs				
G4_DMA	Rapport sur la RSE 2015; voir Protection de l'environnement et de la population, Droits de la personne . Pour les projets appuyés par EDC, les fournisseurs sont évalués à la lumière des Critères de performance de l'IFC.		Non	
G4-HR10	Les incidences des fournisseurs directs d'EDC sur les droits de la personne ne font l'objet d'aucune évaluation. Pour les projets appuyés par EDC, les fournisseurs sont évalués à la lumière des Critères de performance de l'IFC.		Non	Pourcentage de nouveaux fournisseurs évalués selon des critères fondés sur les droits de la personne

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : DROITS DE L'HOMME (suite)				
Aspect pertinent : mécanisme de règlement des griefs relatifs aux droits de l'homme				
G4-DMA	Les plaintes concernant le non-respect de nos pratiques en matière de droits de la personne sont gérées par notre agent chargé de la conformité; un formulaire est disponible sur notre site Web. Les projets de catégorie A qu'EDC envisage de soutenir sont détaillés sur notre site Web pendant 30 jours, avec leur évaluation environnementale et les coordonnées du parrain du projet.		Non	
G4-HR12	Les plaintes concernant le non-respect de nos pratiques en matière de RSE sont gérées par notre agent chargé de la conformité .		Non	Nombre de griefs relatifs aux droits de la personne ayant été déposés, examinés et réglés via des mécanismes de règlement officiels
Sous-catégorie : SOCIÉTÉ				
Aspect pertinent : communautés locales				
G4-DMA	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Protéger l'environnement et la population</i> , Examens des risques environnementaux et sociaux . Pour les projets appuyés par EDC, les incidences potentielles sur les communautés locales sont évaluées à la lumière des Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale.		Non	
G4-SO1 FS14	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Protection de l'environnement et de la population</i> , <i>Examens des risques sociaux</i> ; Site Web d'EDC – <i>Divulcation de projets – Déclaration des transactions</i> – voir D3 – <i>Divulcation d'information de nature environnementale et sociale</i> (Catégorie A), Sommaires de l'examen des projets de catégorie A. Nous faisons état des principales incidences sociales et environnementales associées aux projets (GES, gestion des eaux, biodiversité, etc.) ainsi que les mesures d'atténuation connexes. L'intégralité des projets de catégorie A sont évalués en ce qui a trait à leur incidence sur les collectivités locales. L'expression « effet environnemental et social » désigne tout changement qu'un projet pourrait entraîner dans l'environnement, y compris toute incidence sociale liée au projet, qui pourrait découler de la construction ou de l'exploitation normale du projet, ou résulter d'un accident ou d'une anomalie raisonnablement prévisible relié au projet. L'expression « incidence sociale » désigne uniquement les incidences négatives touchant les personnes définies dans les exigences des Critères de performance de l'IFC, soit les conditions de travail, l'hygiène, la sécurité et la sûreté communautaires, l'acquisition de terres et les déplacements forcés, les populations autochtones et l'héritage culturel.		Non	Pourcentage de sites ayant mis en place une participation des communautés locales, des évaluations des incidences et des programmes de développement

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : SOCIÉTÉ (suite)				
Aspect pertinent : lutte contre la corruption				
G4-DMA	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités</i> , Lutte contre la corruption . Site Web d'EDC; voir notre Programme de lutte contre la corruption et, sous Plus d'info, les Lignes directrices de la lutte contre la corruption et la Brochure sur la lutte contre la corruption .		Non	
G4-SO3	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités</i> , Lutte contre la corruption . Site Web d'EDC; voir Programme de lutte contre la corruption . Toutes les activités sont examinées pour le risque de corruption. En cas de doute, les transactions en cause font l'objet d'un contrôle préalable accru. Sur un total de 251 examens généraux en matière de RSE, 54 (soit 12 % environ) ont nécessité un contrôle préalable accru (risque de corruption).		Oui, voir le Rapport sur la RSE 2015, Validation	Pourcentage et nombre d'activités examinées relativement aux risques de corruption, et description des risques importants relevés
Aspect pertinent : politiques publiques				
Gr-DMA	Plan d'entreprise ; voir <i>Importance du commerce</i> , p. 6, <i>Aperçu d'EDC</i> , p. 7, <i>Outil pour appuyer les politiques publiques</i> , p. 39, <i>Responsabilité devant le Parlement</i> , p. 69.		Non	
G4-SO6	EDC étant une société d'État, elle n'est pas autorisée à verser des contributions politiques.		Non	Valeur totale des contributions politiques versées, par pays et par bénéficiaire
Aspect pertinent : comportement anticoncurrentiel				
G4-DMA	La corruption est une pratique anticoncurrentielle qui altère la nature fondamentale de la concurrence dans le commerce international. Nous faisons tout en notre pouvoir pour la détecter et rejeter les transactions associées à des actes de corruption. Par ailleurs, nous aidons les entreprises désireuses d'améliorer leur performance et de se conformer aux lois anticorruptions. Site Web d'EDC; voir <i>Éthique commerciale</i> , Programme de lutte contre la corruption et, sous Plus d'info voir <i>Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales</i> et <i>Guide de bonnes pratiques pour les contrôles internes, la déontologie et la conformité</i> .		Non	
G4-SO7	Aucune amende importante, ni sanction non pécuniaire, ni infraction aux lois ou aux règlements à déclarer pour la période de référence.		Non	Nombre de procédures judiciaires intentées en raison de comportements anticoncurrentiels, d'infractions aux lois antitrust ou de pratiques monopolistiques, et issu de ces procédures

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : SOCIÉTÉ (suite)				
Aspect pertinent : conformité				
G4-DMA	Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités, Lutter contre la corruption</i> . Site Web d'EDC – <i>Éthique commerciale</i> ; voir Programme de lutte contre la corruption .		Non	
G4-SO8	Aucune amende importante, ni sanction non pécuniaire, ni infraction aux lois ou aux règlements à déclarer pour la période de référence.		Non	Montant des amendes importantes et nombre total de sanctions non pécuniaires imposées pour motif de non-conformité aux lois et aux règlements
Aspect pertinent : évaluation des impacts des fournisseurs sur la société				
G4-DMA	Les répercussions de la chaîne d'approvisionnement direct d'EDC sont modestes; cet aspect n'est donc pas pertinent. Nos exigences vis-à-vis des fournisseurs sont énoncées dans notre Politique sur les achats . Les répercussions sociales indirectes des projets importants (catégorie A) sont évaluées en fonction des Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale (IFC).		Non	
G4-SO9	Les incidences des fournisseurs directs d'EDC sur la société ne font l'objet d'aucune évaluation. Pour les projets appuyés par EDC, les fournisseurs sont évalués à la lumière des Critères de performance de l'IFC.		Non	Pourcentage de nouveaux fournisseurs évalués en fonction de leurs répercussions sur la société
Aspect pertinent : mécanismes de règlement des griefs relatifs à l'impact sur la société				
G4-DMA	L'agent chargé de la conformité d'EDC offre des moyens de redressement pour les plaintes liées à la RSE.		Non	
G4-SO11	Pour les projets importants (catégorie A), l'évaluation des mécanismes de règlement fait partie de l'examen du projet mené conformément aux Critères de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale (IFC). Il n'y a eu aucun grief durant la période de référence.		Non	Nombre de griefs relatifs aux répercussions sur la société ayant été déposés, examinés et réglés via des mécanismes de règlement officiels

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : RESPONSABILITÉ LIÉE AUX PRODUITS				
Aspect pertinent : étiquetage des produits et services				
G4-DMA FS	Le Comité du développement des affaires , présidé par un membre du Conseil d'administration, examine les stratégies sectorielles et les initiatives liées aux nouveaux produits, et il fait le point chaque année sur les retombées des transactions facilitées par EDC sur l'économie canadienne.		Non	
G4-PR5	Plan d'entreprise ; voir p. 44 (<i>Net Promoter Score</i>). Ces données sont issues des enquêtes menées trois fois l'an auprès des clients d'EDC afin de mesurer leur degré de satisfaction. De plus, EDC mène un entretien « Voix du client » au terme de chaque transaction; les résultats sont transmis à l'équipe transactionnelle dans un souci d'amélioration de la satisfaction des clients utilisant les différents canaux. Rapport annuel 2015 – Performance – Performance de la Société par rapport à ses objectifs ; voir <i>Indicateurs liés aux clients, Net Promoter Score</i> .		Non	Résultats des enquêtes sur la satisfaction des clients
Aspect pertinent : communication marketing				
G4-DMA	Rapport annuel 2015 ; voir Gouvernance – <i>Mandat des comités, Comité du développement des affaires</i> .		Non	
G4-PR6	Aucun des produits d'EDC n'a fait l'objet d'une interdiction ou d'une controverse au cours de la période de référence.		Non	Vente de produits interdits ou controversés
Aspect pertinent : vie privée des clients				
G4-DMA	La confidentialité des renseignements des clients est protégée en vertu de l'article 24.3 de la Loi sur le développement des exportations . La divulgation des renseignements sur les clients est encadrée par la Politique de divulgation d'EDC, page 4, point		Non	
G4-PR8	EDC n'a reçu aucune plainte fondée pour atteinte à la vie privée ou pour la perte de données des clients au cours de la période de référence; voir la Politique de divulgation d'EDC, <i>Principes régissant la divulgation, Préambule</i> , page 4.		Non	Nombre total de plaintes fondées pour atteinte à la vie privée et pour la perte de données des clients
Aspect pertinent : conformité				
G4-DMA	Le chef de la conformité et de l'éthique d'EDC offre une voie pour le règlement des plaintes liées à la RSE.		Non	
G4-PR9	Aucune amende, ni sanction non pécuniaire, ni infraction aux lois ou aux règlements à déclarer pour la période de référence.		Non	Montant des amendes importantes reçues pour non-respect des lois et règlements concernant la mise à disposition et l'utilisation de produits et de services

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : Indicateurs propres au secteur financier				
Aspect pertinent : Portefeuille de produits				
G4-DMA	<p>Chaque jour, nous aidons des entreprises actives sur des marchés et dans des secteurs qui comportent des risques environnementaux et sociaux. C'est pourquoi nous estimons qu'il est primordial d'avoir des procédures solides pour aider nos clients non seulement à reconnaître ces risques, mais aussi à trouver des moyens de les éviter dans la mesure du possible, puis à réduire leur incidence sur l'environnement et les communautés locales. Toutes les activités sont examinées au regard des risques environnementaux et sociaux. En cas de doute, les transactions en cause font l'objet d'un contrôle préalable accru. Rapport 2015 sur la RSE; voir <i>Protection de l'environnement et de la population</i>, Examens des risques environnementaux et sociaux. Site Web d'EDC; voir le Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux (dont les composantes sont la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux, la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale, et la Politique de divulgation), <i>Engagements internationaux et Changements climatiques</i>.</p> <p>EDC sonde ses clients pour produire le Net Promoter Score, un outil qui aide à cerner les besoins du client et à lui fournir des produits d'exception. Le NPS mesure la probabilité qu'un client recommande EDC à ses collègues ou à d'autres entreprises. Rapport annuel 2015; voir <i>Performance de la Société par rapport à ses objectifs</i>, <i>Indicateurs liés aux clients</i>. Rapport sur la RSE 2015; voir <i>Prendre ses responsabilités</i>, À l'écoute des parties prenantes.</p>	Non		
FS6	<p>La répartition en pourcentage du portefeuille par région, par produit et par valeur en dollars se trouve sur le site Web d'EDC (Information regroupée sur les activités facilitées par région) et dans le Rapport 2015 sur la RSE, <i>Être une entreprise socialement responsable</i>, Éthique et transparence, <i>Divulgation des transactions</i>.</p>	Non	Pourcentage du portefeuille pour les secteurs d'activité ventilé par région, taille et par secteur	
FS7	<p>Nous mettons l'accent sur les domaines où les besoins sont les plus criants, comme le soutien aux PME canadiennes, tant au Canada que dans les pays étrangers où elles ont des activités. Rapport sur RSE 2015; voir <i>Aider les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger</i>, Petites et moyennes entreprises.</p> <p>Le Programme Éducation jeunesse d'EDC vise à bâtir une capacité au niveau postsecondaire dans le domaine du commerce international. Site Web d'EDC; voir Programme Éducation jeunesse.</p>	Non	Valeur monétaire des produits et services offrant un bienfait social précis par secteur d'activités, ventilée par usage	

Éléments spécifiques d'information	Page (ou lien)	Omissions	Validation externe	Description des éléments spécifiques d'information
Sous-catégorie : Indicateurs propres au secteur financier (suite)				
FS8	<p>Nous mettons l'accent sur les domaines où les besoins sont les plus criants, comme le soutien aux PME canadiennes, tant au Canada que dans les pays étrangers où elles ont des activités.</p> <p>Rapport sur RSE 2015; voir Aider les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger, Petites et moyennes entreprises.</p> <p>Le Programme Éducation jeunesse d'EDC vise à bâtir une capacité au niveau postsecondaire dans le domaine du commerce international.</p> <p>Site Web d'EDC; voir Programme Éducation jeunesse</p>			
Aspect pertinent : Validation				
G4-DMA	<p>La <i>Loi sur le développement des exportations</i> confère au vérificateur général du Canada le mandat d'examiner la formulation et la mise en œuvre de la Directive en matière d'évaluation environnementale au moins une fois tous les cinq ans. Le dernier rapport date de 2014, et nous mettons en œuvre les recommandations depuis.</p>		Non	
Aspect pertinent : Actionariat actif				
G4-DMA	<p>EDC n'a aucune politique de vote qui s'applique aux enjeux environnementaux et sociaux pour les actions à droit de vote détenues par l'organisation. À titre de société d'État, EDC ne possède pas d'action et rend compte directement au gouvernement du Canada.</p>		Non	
FS10	<p>Sept (7) transactions ont subi un examen dans le cadre de la Directive en matière d'évaluation environnementale, suivant les Principes de l'Équateur.</p>		Oui, voir le Rapport sur la RSE 2015, Validation	Pourcentage et nombre d'entreprises détenues dans le portefeuille de l'institution avec laquelle l'entreprise répondante a eu des échanges portant sur des questions environnementales et sociales.
FS11	<p>Les incidences environnementales et sociales de toutes nos transactions sont évaluées. On évalue par exemple les retombées environnementales d'une assurance crédit sur les ventes à l'exportation, ou encore le financement des projets de catégorie A, qui font l'objet d'une évaluation intensive de l'incidence sur l'environnement, la société et les droits de la personne. Nous surveillons tous les projets de catégorie A pendant la durée du soutien d'EDC afin de nous assurer que les clients respectent les conditions de la convention de prêt. Voir le site Web d'EDC – Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux et la brochure intitulée Le processus d'examen des projets.</p>		Non	